

Génération.s

Donnons l'argent européen au climat, pas aux banques : 500 milliards par an pour le Green New Deal!

Yves Contassot

Nous nous engageons pour une Europe zéro carbone en 2050, libérée des énergies fossiles et nucléaires. Par sa taille, l'Europe en a les moyens. Elle en a la capacité. Ces engagements seront tenus sans recourir aux artifices du marché carbone. Nous financerons les investissements massifs dans les économies d'énergie, le logement et la rénovation thermique, les énergies renouvelables, et les mobilités propres par un engagement financier de 500 milliards d'euros par an, grâce à la mobilisation des banques centrales. Cet investissement est à la hauteur de l'enjeu historique qu'est la construction d'un nouveau modèle de société et la lutte contre le changement climatique et les inégalités. Il permettra de créer des centaines de milliers d'emplois durables et non-délocalisables. Nous interdirons aux banques d'investir dans les projets d'énergies fossiles et intégrerons les objectifs climatiques de l'Accord de Paris dans le mandat de la Banque centrale européenne.

La stratégie pour le secteur de l'énergie

L'Europe est entrée comme le reste du monde désormais dans des transitions liées aux évolutions de différentes technologies mais aussi du vivant dans des domaines tels que la biologie, le numérique, l'énergie. Ce dernier secteur d'activité relève d'intérêts nationaux et européens économiques ou patrimoniaux stratégiques. Dès sa fondation, Génération.s s'est positionné au travers de sa charte, au sein de laquelle l'enjeu environnemental est essentiel : «Alors que les crises humanitaires se multiplient, nous défendons un modèle de développement de transition qui implique la

conversion écologique de l'économie, débarrassée du nucléaire.»

L'Europe, comme la France, ne peut compter sur des ressources propres qui assoieraient l'indépendance au-delà des énergies renouvelables. Elle doit sans cesse repenser sa politique énergétique à l'aune des évolutions permises et en adéquation avec la volonté populaire.

Le scénario que nous proposons allie réalisme et mutation en ayant pour objectifs constants trois grandes priorités indissociables : la sortie du nucléaire, la lutte contre le réchauffement climatique (baisse des émissions de CO₂) et la fin de la précarité énergétique. Pour ce faire, l'efficacité énergétique et une évolution du mix vers les énergies renouvelables éventuellement associées à du stockage sont des leviers incontournables. Les réseaux de distribution d'électricité mais aussi de transport et d'interconnexion entre pays voisins doivent être adaptés aux évolutions futures. La régulation des marchés de l'énergie doit également permettre cette profonde transition.

Faire baisser progressivement les consommations

Le premier objectif est de faire baisser progressivement nos consommations énergétiques pour réduire nos besoins de production et réduire notre dépendance énergétique. Il faut sans relâche rappeler qu'une baisse de près de 30 % de nos consommations est possible uniquement par les changements de comportements : appareils en veille, déplacements

inutiles, baisse du surchauffage, etc. La mise en œuvre de l'accord **COP21** comme l'instabilité de la politique internationale doit nous inciter à aller collectivement dans cette direction. D'ici 2050, nous devons faire baisser la consommation d'énergie d'au moins 50 %. Nous devons prendre des habitudes moins consommatrices et continuer à développer des véhicules moins consommateurs et des chauffages plus performants, en veillant aussi à limiter la consommation de l'éclairage public et des serveurs numériques. En premier lieu, des économies sont à attendre d'une meilleure isolation thermique des logements. Pour tenir la date de 2050 nous devons rénover massivement les logements et les surfaces tertiaires. Cela doit s'accompagner d'un processus de sortie de la précarité énergétique pour les millions de familles concernées. Nous devons exiger que les voitures ne consomment pas plus de 2 L/100 km.

Sortir des énergies fossiles et du nucléaire

L'objectif est de remplacer notre production d'énergie nucléaire et fossile par une production d'énergie renouvelable. La sortie du nucléaire doit être planifiée sans que la montée en puissance des énergies renouvelables et la baisse de nos consommations soient des préalables. Le parc des réacteurs doit être diminué progressivement et régulièrement. En aucun cas ces réacteurs ne seront prolongés par des travaux de rénovation. Une nouvelle filière technologique qualifiante dans le déclassement des sites peut être créée. Les énergies de **substitution** seront le biogaz, l'hydrogène, le solaire, l'éolien terrestre et maritime, couplés à du stockage. Le véhicule pourra être électrique ou au biogaz pour le transport des usagers ou des marchandises. Les usages électriques et la biomasse seront préférés pour le bâtiment. Notre transition doit s'assurer que d'ici 2050 toute notre électricité soit renouvelable, et que la consommation de pétrole et de charbon disparaisse.

Ces objectifs nécessitent de mettre en œuvre un véritable outil européen de production d'énergie reposant sur l'éolien, le solaire,

la méthanisation et la production hydraulique. La recherche sur le stockage doit aussi être soutenue.

Une politique énergétique européenne aura toute sa place pour réaliser ce changement de mix, en tirant partie des spécificités géographiques et climatiques de ses pays membres et en réalisant les infrastructures de transports associées.

Repenser le modèle de gestion de l'énergie

Il faut faire évoluer la gouvernance du système énergétique. Il faut davantage décentraliser vers l'urbain et le rural. Les usagers, les citoyens, les élus veulent s'approprier la transition énergétique.

La rénovation des bâtiments, la gestion du réseau de distribution, la production d'énergie renouvelable, tout cela doit être modifié, changé, amélioré par la proximité tout en maintenant une péréquation de solidarité entre les territoires.

Il faut maintenant une agence européenne de la transition énergétique qui coordonne le projet. À chacun des niveaux d'actions et de pilotage (national, local) la participation citoyenne devra être intégrée.

Cette agence devra intégrer un suivi global (financier, juridique, innovation, gouvernance) des acteurs privés nationaux de l'énergie à travers l'actionnariat des **États**. Elle s'assurera d'une bonne corrélation entre la stratégie engagée de sortie du nucléaire et celles des entreprises du secteur.

Yves Contassot est responsable de l'espace idées de Génération.s, ancien adjoint au maire de Paris chargé de l'environnement, concepteur du premier plan climat pour Paris en 2007.